

**République Française**  
**Département du Rhône**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DE LA COMMUNE D'AVEIZE**

**N°2022-10-08**

Nomenclature acte 2.1.1

Nombre de		L'an deux mille vingt-deux, le treize octobre , Le Conseil Municipal de la
Conseillers :		Commune d'AVEIZE dûment convoqué ; s'est réuni en session ordinaire, à
En exercice :	15	20h30, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BONNIER, Maire.
Présents :	12	Date de convocation du Conseil Municipal : 07/10/2022
Votants	12	Présents : M BONNIER Michel- M VOUTE Jean-Claude- M BLANCHARD
		Jean Yves - M GIRAUD Jean Baptiste- M LHOMME Laurent- M
		BONNARD Yves - M THOLLET Roland- Mme MALLE Stéphanie-Mme
		BOUCHUT Sabrina - M RIVOIRE Frédéric- Mme PETIT Sabrina- Mme
		MONTEILLER Evelyne
		Excusée : Mme Florence THIZY- Mme Estelle GEFFARD et Mme Solen
		RIOU
		Mme Sabrina BOUCHUT a été élue secrétaire

**OBJET : Approbation du principe de lancement d'une Modification Simplifiée**  
**n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)**

Monsieur le Maire rappelle la délibération du 10 décembre 2020 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Aveize.

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal de la nécessité pour la Commune d'engager une modification simplifiée de son Plan Local d'Urbanisme concernant l'OAP (orientation d'aménagement et de programmation) de la zone Aud pour faciliter la mise en œuvre de la construction du site.

Il informe l'assemblée que la procédure de modification simplifiée est engagée à l'initiative du maire qui établit le projet de modification (article L.153-45 du code de l'Urbanisme). Il explique que le projet de modification et le cas échéant les avis émis par les personnes associées seront mis à la disposition du public pendant un mois, dans les conditions lui permettant de formuler ses observations.

La procédure, exonérée d'enquête publique, prend la forme suivante :

- arrêté de prescription et de mise en œuvre de la modification simplifiée
- notification du projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132.9 du code de l'urbanisme
- avis de mise à disposition pendant un mois du projet de modification simplifiée (diffusion dans la presse, affichage en mairie, site internet)
- mise à disposition du public pendant un mois du projet de modification, de l'exposé de ses motifs et le cas échéant des avis émis par les personnes publiques associées et d'un registre permettant au public de formuler ses observations
- délibération du conseil municipal approuvant la modification simplifiée

Le conseil municipal a la compétence pour préciser les modalités de mise à disposition au public du projet de modification simplifiée.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à délibérer.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**  
**Oui l'exposé de Monsieur le Maire**  
**Après en avoir délibéré à l'unanimité,**  
**Vu le Code Général des collectivités territoriales,**  
**Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L.153-47**  
**Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du conseil municipal en**  
**date du 10 décembre 2020**

- 1) Approuve le principe de lancement d'une modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme
- 2) Définit les modalités de concertation suivantes : le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme, l'exposé de ses motifs et le cas échéant les avis émis par les personnes publiques associées seront mis à disposition du public pendant un mois minimum en mairie d'Aveize en version papier et sur le site internet de la commune d'Aveize en version numérique. Un registre d'observations permettant au public d'enregistrer ses observations éventuelles sera ouvert et disponible au secrétariat de la mairie aux horaires habituels d'ouverture. Le lancement et les modalités de cette concertation seront annoncés par voie de presse, d'affichage et sur le site internet de la commune.
- 3) Charge Monsieur le Maire de l'exécution et de la poursuite de la présente délibération.
- 4) La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits. Ont signé au registre M le Maire et le Secrétaire de séance.

Pour Extrait Conforme.

Michel BONNIER,  
Maire.



Sabrina BOUCHUT  
Secrétaire de séance.

